

## Résolution Principale pour le Congrès du 24 avril 2022

Texte présenté par JC Thümmel, Alain Sertic, Carlo Krausch, Hany Heshmat, Fred Heyar, Camille Meyers et Jean Larock.

Depuis le dernier congrès de Déi Lénk, la situation à l'échelle mondiale a changé, à une vitesse fulgurante. Le mirage d'un rebond post-covid de l'économie, qui nous aurait donné une nouvelle décennie de croissance s'est rapidement évanoui d'abord sous la pression de l'inflation et ensuite avec l'éclatement de la guerre en Ukraine. La crise du Covid a mis les gouvernements sous pression et a accentué les tensions et la concurrence entre les pays et les fractions de la bourgeoisie.

Le Covid a exacerbé les poussées de fièvre impérialistes des grandes puissances, sur fond de nationalisme vaccinal, de tensions sur les chaînes d'approvisionnement et d'une concurrence croissante pour l'accès aux ressources. La guerre froide entre les Etats-Unis et la Chine est sans conteste l'antagonisme majeur de cette nouvelle période. La guerre en Ukraine pourrait le mettre entre parenthèse pendant un moment mais les conflits pourraient également se superposer, car les tensions entre la Chine et les Etats-Unis, notamment autour de Taïwan, s'intensifient. 30 ans après la chute du Mur de Berlin, le spectre d'un conflit mondial réapparaît.

Le Covid n'a pas mis fin à la lutte des classes. Que du contraire, dans plusieurs pays, les mouvements sociaux se sont réveillés pour exiger une reconnaissance et une revalorisation des professions qui étaient en 1ère ligne dans la lutte contre le virus. Aux Etats-Unis, le mouvement syndical se réveille avec un grand dynamisme, en s'implantant dans des entreprises hautement symboliques comme Amazon et Starbucks. La lutte héroïque de Kshama Sawant (Socialist Alternative) à la mairie de Seattle, contre un des hommes les plus riches du monde (Jeff Bezos) n'y est pas pour rien.

Dans ce contexte, la polarisation s'est encore accentuée, alors que nos gouvernements ont tenté un moment de nous faire croire que la société était divisée entre vaccinés et non vaccinés, la question sociale rejailli avec vigueur. Mais faute de pouvoir s'exprimer par des relais politiques clairement anticapitalistes, elles s'évaporent dans l'abstention électorale, des chîmères complotistes, ou au travers de votes de protestation pour l'extrême droite. En France, les partis traditionnels sont laminés comme jamais. Les partis historiques que sont le Parti Socialiste et la droite « LR » se sont littéralement effondrés. Le pronostic vital du PS est engagé.

Au Luxembourg le gouvernement, en accord avec le patronat et deux des trois syndicats nationalement représentative, vient d'entreprendre une nouvelle manipulation de l'index, qui signifie une perte de pouvoir d'achat. Il se peut que, comme en France, la frustration et le désespoir générés par les politiques d'austérité se payent très cher.

Pour la gauche radicale, le climat est à la fois compliqué et favorable. Compliqué à cause de la guerre qui voit ressurgir les discours nationalistes et belliciste. Favorable d'une certaine manière car le Capitalisme est en train de démontrer son échec sur toute la ligne. Incapable de lutter efficacement contre la crise sanitaire pandémique. Incapable d'arrêter la catastrophe climatique annoncée. Incapable de résister à ses tendances impérialistes, qui résultent de la concurrence et des conquêtes de marchés. Mais la guerre et la crise climatique sont en train de rendre une chose de plus en plus claire : nous ne sommes pas tous égaux devant ces deux calamités. Les questions de classe deviennent de plus en plus claires et douloureuses d'abord pour les pays du Sud mais de plus en plus, pour nous aussi. La réponse de gauche doit être forte et radicale. Car aujourd'hui comme il y a un siècle, pour garantir le Pain et rétablir la Paix, il faut mettre un terme à la barbarie capitaliste en construisant un programme de rupture.

Dans ce contexte, Déi Lenk doit s'orienter clairement vers la défense des intérêts des classes subalternes en s'impliquant dans les luttes en cours pour le droit au logement, la défense du climat, la défense des droits des travailleurs. Nous devons également prendre des initiatives pour lancer des campagnes et des mouvements sur des problématiques qui touchent les classes populaires, lorsque cela est nécessaire. Par exemple, sur la question de l'énergie, dont la flambée des prix va creuser davantage les inégalités sociales.

## Énergie

Les prix de l'énergie sont hors de contrôle. Pour plusieurs raisons, mais essentiellement à cause de la spéculation sur les énergies. Les décideurs européens l'assuraient à l'époque: la concurrence ferait baisser les prix du gaz et de l'électricité, au profit des ménages comme des entreprises. Il se produit l'inverse depuis les années 2000. Si la reprise chaotique d'une économie bouleversée par la pandémie explique l'origine de la flambée actuelle, la dérégulation génère une augmentation structurelle des prix encore plus inquiétante. La création de Bourses du gaz et de l'électricité au début des années 2000, sur lesquelles se forment des prix de marché, répond au deuxième principe fondateur du modèle néolibéral. Ces bourses ont vocation à remplacer les tarifications encadrées par les pouvoirs publics. Le Luxembourg était et est toujours hautement dépendant des importations de gaz, de pétrole et d'électricité. En libéralisant le réseau de distribution et la commercialisation de l'énergie, il a abandonné le contrôle public sur les prix. Un choix politique qui aujourd'hui coûte cher aux consommateurs.

L'actuelle flambée des prix de l'énergie touche surtout, mais pas exclusivement, les revenus faibles. Que faire donc? Pour réduire notre dépendance des énergies fossiles, il faut réagir vite. Pour réduire notre consommation d'énergie, il faut investir massivement dans les services publics, l'isolation des bâtiments, la transformation énergétique, faciliter l'accès aux logements abordables aux normes énergétiques les plus élevées, pour ne citer que ces quelques exemples.

L'énergie est un besoin public de premier ordre. Elle doit revenir dans le domaine public, sous contrôle démocratique. La transformation énergétique est d'une priorité absolue. Mais comment financer?

Le marché européen de l'électricité complètement dérégulé a créé le chaos et a permis aux acteurs privés de l'énergie de s'enrichir sur notre dos. Il faut récupérer cet argent pour financer les investissements nécessaires à une décarbonation accélérée, pour des emplois durables et des logements décents. Les multinationales fossiles et les entreprises polluantes doivent également être mises à contribution.

Il faut rapidement mettre en place un système de plafonnement et de tarification échelonnée de l'électricité et du gaz, en assurant la gratuité d'un besoin de base à définir sur des facteurs objectifs. Des déficits éventuels provenant de la dépendance des distributeurs d'énergie locaux des importations d'énergie leur seraient remboursés en tenant compte cependant de leur situation bénéficiaire générale.

Il faut une intervention directe et massive des pouvoirs publics dans la rénovation et la transition énergétique pour le logement et les bâtiments afin de sortir des énergies fossiles au plus vite: installation de pompes à chaleur, réseaux de chauffage collectif, solaires thermique, biomasse...

L'état devrait préfinancer la totalité de l'investissement nécessaire pour permettre à chacun de réduire de façon effective sa consommation d'énergie. A terme, une reprise en main démocratique du secteur de l'énergie s'impose, afin de pouvoir maîtriser les prix et accélérer la

transition énergétique: coopératives, communes et pouvoirs publics doivent reprendre les réseaux et la commercialisation.

## Logement

Le logement la est une préoccupation majeure pour une partie grandissante de la population, et la flambée des prix ne s'est toujours pas éteinte. Nous devons revendiquer à la fois des solutions à long terme ambitieuses (construction massive de nouveaux logements abordables, développement du logement social, plafonnement des loyers.) et des solutions à court terme : mobilisation de bâtiments vides et d'espaces afin d'y créer des logements provisoire pour répondre aux besoins urgents des personnes dans le besoin et des réfugiés.

## Transport

Le transport et la circulation est un grand émetteur de CO<sub>2</sub> et consommateur d'énergie. Il est responsable de 25 % des émissions de CO<sub>2</sub>. Avec le transport routier, le maritime et aérien, nous sommes à 8,26 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an au niveau mondial.

Il faut d'urgence des mesures de changements radicales et efficaces dans le transport et la mobilité. Les mots d'ordre seront : **éviter – transférer – améliorer.**

De l'individuel vers le transport collectif, de l'avion vers le train, de la route vers les rails !

Il faut ;

- Une diminution immédiate du transport en voitures individuel! Interdiction de vente de voitures grosses cylindrées immédiates (sauf pour des besoins spéciaux). Interdiction d'immatriculations de voitures essence/diesel à partir de (2025).
- Une transformation totale des voitures individuelles vers l'électromobilité en voiture à batteries ne sera d'aucune solution vue les besoins énormes en énergie électrique, mais aussi pour l'extraction du lithium et autres matières premières.
- De même le transport routier des marchandises doit être systématiquement diminué et transférer sur le rail et la navigation fluviale (ou ça sera possible). La consommation locale doit être privilégiée et chaque transfert inutile doit être évité.
- Tous les vols inférieurs à 1000 km doivent être interdits et remplacés par des trains express, des trains nuit et TGV. Un système de rationnement juste pour l'utilisation de vols aériens à longues distances doit être instauré.
- Le chemin de fer, doit être aménagé sur tout le continent comme alternative principale, aussi bien pour les transports des marchandises et des personnes.
- Tous les projets de libéralisation et privatisation des chemins de fer doivent être abrogés et faire place à un service public ambitieux, au niveau national voire européen.
- Les subventions de taxation sur les carburants, aussi bien pour avions que pour camions, doivent immédiatement cesser.
- Un plan de changement dans la mobilité locale doit être mis en œuvres, avec une place centrale pour le vélo et les pistes cyclables, mais aussi pour un transport en petites camionnettes ou tricycles électriques ou vélos cargos (en location) pour les services de transport locaux. Des bus locaux électriques (système Trolley) et des trams locaux/régionaux.
- Un système de locations de voitures et de covoiturage doit être organisé au niveau local/régional, et ne pas être délaissé au marché privé.

## Santé

La crise du covid 19 a fait apparaître les faiblesses structurelles de notre système de santé qui est celle de la faiblesse de la prévention qui ne représente rien ni comme dépense globale, ni comme capacité d'action. Cette crise a confirmé la difficulté du système de santé à prendre en compte les besoins de la population à un moment où ceux-ci évoluent fortement et rapidement.

Force est de constater que les formidables progrès des sciences médicales, largement financés par la manne publique, ne sont pas équitablement distribués et leur accès n'est pas pour tous. Un système social qui recrée chaque jour des inégalités les crée aussi au niveau de la santé et en même temps, les inégalités de la santé créent d'autres inégalités sociales. En matière de promotion de la santé, il est urgent de donner une nouvelle impulsion : à savoir promouvoir la santé en agissant sur les facteurs qui la mettent en cause dans le mode de vie imposé par les conditions sociales et économiques actuelles et en éliminant les causes environnementales importantes dans le développement des grandes maladies.

Dans le viseur de l'action rentre une amélioration décisive de la qualité de l'air respiré et le bannissement des modes et produits de l'alimentation conduisant à l'hypertension, à l'obésité et au diabète. En outre il est essentiel de garantir l'accès à des soins de qualité en proximité et la mise en œuvre effective des actions de prévention et de promotion sur le terrain. Globalement il faut réorganiser le système de santé non seulement afin de faire face aux situations imprévues comme la présente pandémie, mais aussi assurer la prévention, les soins, le suivi, sans être soumis à des impératifs de rentabilité. Le Luxembourg a surtout besoin d'une vaste réforme des soins de santé de base par la création d'un réseau de maisons de santé pluridisciplinaires qui vont au-delà de combler les déficits d'organisation des urgences comme le font les maisons médicales actuelles

Associant praticiens généralistes avec des psychothérapeutes et des kinésithérapeutes, ils permettent de rencontrer la plupart des besoins de santé tout en mettant en œuvre des programmes de médecine préventive et ceci en suivant efficacement les patients au long cours. Cela suppose l'abandon des réformes hospitalières mises en place depuis 3 décennies qui imposent une gestion comptable de la santé et privilégient l'accroissement de profits dans le secteur privé.

Le financement doit se faire par le biais de cotisations sociales équitables prélevées chez ceux qui ont les moyens, y compris les entreprises. Toutes les structures de santé doivent se trouver sous la responsabilité de la puissance publique en main publique et tous les professionnels de ce système de santé doivent être des salariés afin de pouvoir poursuivre leurs activités professionnelles en dehors d'une fonction d'entrepreneuriat de marché. L'accomplissement de ces objectifs ambitieux passe par la réappropriation de la santé par les communautés sociales, les terrains de vie associative et les municipalités, rendus possibles par des réformes du mandat des assurances sociales.

## Social

Les contradictions sociales augmentent (chômage, précarité, bas-salaires) et des acquis historiques du mouvement ouvrier sont remis en cause, souvent avec la participation de la social-démocratie. Sans une transformation socialiste de la société, aucune transformation écologique durable ne sera possible. La révolte des gilets jaunes avait débuté contre la taxe carbone sur le gasoil, et certains ont essayé d'opposer les gilets jaunes au mouvement pour le climat, « la fin du monde contre la fin du mois ». Or, il est évident que la question climatique est d'abord une question de classe : toutes les catégories de la population n'ont pas le même degré de responsabilité vis-à-vis du dérèglement climatique et elles ne subiront pas ses effets de la même manière. Dans ce contexte, le patronat va tenter d'échapper à ses

responsabilités en mobilisant la classe ouvrière contre toutes les vraies restrictions et transformations de fond des industries polluantes, au nom de la défense des emplois et du pouvoir d'achat.

Pour cette raison, nous devons connecter les luttes pour un avenir égalitaire et socialiste avec le combat contre la destruction écologique de notre planète, dans une stratégie d'ensemble pour donner une réponse à ces défis. Le mode de production capitaliste se base sur l'exploitation des ressources humaines et de la nature. Notre stratégie doit inclure la lutte des salarié.e.s pour leurs droits sociaux et démocratiques et pour une production durable et écologique, dans un même combat pour un changement fondamental de la société.

« L'éco-socialisme et l'écologie du travail font partie d'une même approche qui considèrent que la lutte contre le réchauffement climatique repose sur une planification démocratique de la production et une collectivisation des moyens de production, qui prennent en compte les besoins sociaux et les exigences écologiques. »

## Place financière

Important contributeur aux revenus de l'État au Luxembourg, le secteur de la finance est rarement ouvertement remis en cause. Malgré des scandales à répétition (« LuxLeaks » « Panama papers » « Open Lux » « Pandora Papers »), le gouvernement a toujours défendu l'idée que la place financière doit simplement être réformée pour que ces « dysfonctionnements » ne se reproduisent plus.

Or c'est tout le contraire qui se produit : malgré la levée du secret bancaire, des législations plus contraignantes et les efforts de transparence imposés par l'UE, l'évasion fiscale des multinationales installées au Luxembourg ne fait qu'augmenter.

La guerre en Ukraine a également bien mis en lumière la politique complaisante à l'égard d'un grand nombre d'oligarques russes, installés dans le pays à des fins d'optimisation fiscale, comme nombre d'autres « ultra riches ». Ceux-ci, guidés par une multitude de conseillers, ont toujours un intérêt à s'installer ici pour faire fructifier leurs avoirs.

Les fonds d'investissements et les banques, malgré d'énormes moyens de communications pour défendre la « finance verte », continuent à massivement investir dans les énergies fossiles, activité hautement rentable. C'est également le cas du fonds de compensation alimenté par l'argent de nos pensions.

Nous ne pouvons plus accepter que des entreprises établissent leur siège au Luxembourg afin d'éviter l'impôt dans d'autres pays, contribuant ainsi directement à une réduction de leurs revenus. Il faut mettre en place un large mouvement pour la justice fiscale au sein de l'UE et dans le monde et arriver à harmoniser l'imposition des entreprises. Il est scandaleux que des groupes comme Amazon, hautement nuisible à l'environnement et à la société, paye aussi peu d'impôt dans notre pays.

Toutes la législation mise en place pour encourager les grosses fortunes à s'installer dans le pays doit immédiatement être annulée. Les experts s'accordent à dire que cette politique apporte très peu de revenus à l'État et pose d'énormes problèmes comme l'augmentation du prix du logement. Les grosses fortunes résidentes doivent être fortement taxées.

Avec l'urgence de la crise climatique, tout investissement dans les énergies fossiles doit immédiatement être interdite et réorientée vers une réelle politique d'investissement pour le climat : rénovation des bâtiments ou production d'énergie renouvelable.

Les emplois perdus dans les secteurs les plus impactés par cette politique peuvent être garanti par l'État et transformés pour la mise en place des services urgents : organisation et financement de la rénovation énergétique des bâtiments, gestion d'un parc immobilier public, gestions des investissements dans les énergies renouvelables...

## Stratégie d'ouverture vers les mouvements sociaux

Il faut soutenir les mobilisations sociales et écologiques et élargir notre base  
Durant ces 2-3 dernières années, et malgré la pandémie, les mouvements sociaux ont pris de l'ampleur. En gros, on peut distinguer 4 grandes tendances :

- Le mouvement pour le climat et l'environnement
- Le mouvement syndical
- Le mouvement pour le logement
- Le mouvement pour le climat a connu son apogée en 2019 et peine actuellement à redémarrer.

Cependant, d'autres combats plus ciblés ont émergé, comme le mouvement « Pro Vélo ». Le mouvement syndical est dans une phase ascendante, en partie grâce à la démonstration du rôle indispensable joué par les travailleurs des secteurs essentiels durant la pandémie... et aussi un peu grâce à l'inflexibilité patronale qui ne laisse aux salariés d'autre choix que la lutte.

Le mouvement pour le logement est relativement jeune mais dynamique. Il s'attaque au problème numéro 1 au Luxembourg. Fait notable : un grand nombre d'associations et de syndicats ont rejoint la coalition pour le droit au logement. Une nouvelle couche de militant.e.s se développe sur ce terrain également.

Notre rôle est de soutenir et d'encourager toutes les mobilisations et résistances sociales, aussi bien du mouvement ouvrier contre les démantèlements sociaux, pour le droit au logement et contre la destruction de la biosphère de notre planète. Nous devons nous impliquer dans ces mouvements pour les renforcer, les radicaliser et si possible, créer des convergences. Notre intervention dans les mouvements sociaux devra être discutée régulièrement dans les GT ad hoc et à la Coordination Nationale pour y définir la stratégie et les objectifs.

Une nouvelle couche de militants se développe au Luxembourg, ce sont souvent des jeunes dont beaucoup ont déjà des idées anticapitalistes ou du moins sont prêt à les entendre. Il faut avoir une approche proactive envers eux et mener la discussion sur la nécessité de s'organiser pour changer de système à chaque fois que l'occasion se présente.

Dans cette nouvelle période qui s'ouvre, « déi Lénk » doit devenir un parti clairement anticapitaliste et doit tout faire pour attirer vers lui les nouvelles couches de jeunes radicalisés et les travailleurs actifs dans les mouvements sociaux et syndicaux. Sans ces mouvements sociaux, aucun changement fondamental dans notre société ne sera possible. Mais les mouvements sociaux ne suffisent pas à eux seuls. Il faut une organisation capable les fédérer pour déclencher un changement radical de société.

## Éducation

Depuis des années le Luxembourg est la victime d'une privatisation croissante, sournoise et insidieuse de l'enseignement public.

Dans ce contexte nous revendiquons les points phares suivants et faisons appel à une mobilisation massive du secteur concerné qui à elle seule serait capable de faire changer le cap à cette politique désastreuse néolibérale dont le seul but réel est de satisfaire les besoins de

l'industrie en matière d'éducation mais qui en réalité diminuera encore d'avantage l'égalité des chances et la cohésion sociale.

Cette politique considère le jeune écolier essentiellement comme étant une ressource humaine potentiellement profitable dans le futur et est par conséquent pas intéressé à son développement comme personne responsable ayant un esprit critique et possédant une culture générale.

- Non au « *New Public Management* »
- pas de transposition d'outils, de modes d'organisations et de gestion propres au secteur privé vers le secteur public.
- Non au « *Public Private Partnership* ».
- Pas de contrats et/ou collaboration avec des firmes privées comme Microsoft, Apple etc.
- Non à l'externalisation de certaines activités scolaires à des multinationales du secteur éducatif comme Pearson et/ou « *Cambridge Assessment* »
- Pour une politique de mobilisations et de luttes dans le secteur qui permettra au personnel d'en finir avec les pratiques actuelles!

## **Il faut un tournant vers une stratégie écosocialiste**

La société humaine évolue de plus en plus vite vers une crise globale et généralisée qui promet un avenir catastrophique pour la génération actuelle et les futures. Le dérèglement climatique représente une menace majeure pour l'avenir de l'humanité, ainsi que les dommages graves causés aux écosystèmes naturels. La biosphère de notre planète a déjà dépassé 5 des 9 limites physiques qui conditionnent les grands équilibres naturels et la survie de l'humanité sur notre planète. La nouvelle course aux armements et les effets de la surproduction dans les États industriels sont également des menaces graves qui planent sur le monde.

Ces menaces ont des causes communes qui sont liées au fonctionnement du système capitaliste. C'est la course au profit accentuée par la dérégulation néolibérale qui a dopé les émissions de CO<sub>2</sub>, la déforestation et la destruction des océans, conduisant notre système écologique vers une crise existentielle.

Sous les conditions actuelles du « marché mondial globalisé » un développement durable n'est pas possible. Le capitalisme qui s'oppose partout à la justice sociale est aussi fondamentalement incapable de répondre, même partiellement, au défi climatique car :

- Il est focalisé uniquement sur la maximisation du profit, ce qui l'empêche d'adopter des technologies ou des méthodes de production plus vertueuses lorsque ces dernières sont financièrement moins « rentables ».
- Il est soumis à la dictature de la concurrence d'un marché globalisé « libre et non faussée », alors que le défi climatique exige synergies, collaborations et une économie orientée vers le bien-être social et écologique. Les règles de l'OMC et les traités de libre échange constituent des obstacles majeurs au développement de politiques environnementales cohérentes et ambitieuses.
- Il est fondamentalement anarchique alors que le défi climatique exige une planification démocratique, ainsi qu'une organisation sectorielle et intersectorielle de la transition écologique.

La pandémie de Covid-19 a clairement démontré que le capitalisme globalisé est incapable de faire face à une crise globale mondiale, pourtant d'une ampleur bien plus faible que les bouleversements écologiques et climatiques qui nous attendent encore.

Les expériences des dernières décennies le prouvent : Des avancées techniques – par exemple le développement des énergies renouvelables ou de techniques de propulsions – ont été neutralisées directement pas des « effets-rebond », par des moteurs plus puissants, l'augmentation vertigineuse du trafic aérien, provoquant une croissance effrénée de l'extraction de matières premières. Il est évident que les progrès techniques qui pourraient avoir un impact positif sur le climat voient une grande partie de leur potentiel anéanti par la logique capitaliste. L'extinction de 75% des espèces lors des 25 dernières années, le dérèglement du climat et la fonte des glaces polaires, sont des signes évidents. Il faut pour ça des mesures et des décisions politiques pour réduire les émissions et la consommation de ressources. Il faut d'urgences des limitations d'émissions de CO<sub>2</sub>.

## Pistes programmatiques

L'option écosocialiste rend nécessaires des changements profonds dans l'organisation de la production et de la société, qui doivent se refléter dans nos programmes et revendications politiques et électorales, p.ex. :

- décarboner au maximum les modes de production et en réduire toutes les nuisances pour l'environnement
- transformer en profondeur l'agriculture vers une agriculture agrobiologique.
- nationaliser et décarboner la production d'énergie, et mettre en place des plans ambitieux de réduction de la consommation domestique et industrielle.
- donner la priorité à l'écologique dans le transport et la production des biens, au lieu du toujours "plus rapide".
- satisfaire les besoins humains en réorientant la production vers des produits finaux sains et respectueux de l'environnement et en luttant contre l'obsolescence programmée.
- favoriser l'économie circulaire, la sobriété et les services collectifs partout où ils se montrent plus efficaces que les services individuels (ex: transports, chauffage...).
- favoriser le développement de cercles vertueux par des synergies entre les secteurs (ex: filière bois, construction, agriculture...).
- Supprimer ou transformer radicalement toutes les activités néfastes et inutiles (ex: jets privés, croisières, vols à vide, fret aérien, sports mécaniques...)
- Mettre en place des mécanismes de protection sociale et de reconversion pour les travailleurs actifs dans les secteurs problématiques ("Garantie d'emploi vert")
- respecter la "Règle verte"(ne pas prélever davantage à la nature que ce qu'elle est capable de régénérer sur une période déterminée.
- Renforcer le principe du « pollueur – payeur » : créer des structures de contrôle public avec des ONG d'écologistes qui auront des pouvoirs d'investigation.  
Mettre en place un plan de résilience global afin d'adapter rapidement l'aménagement du territoire, l'urbanisme, l'agriculture, la santé et la construction (liste non exhaustive...) aux impacts déjà présents et futurs du changement climatique.
- Mettre en place un plan ambitieux de protection et de "réparation" de la nature pour stopper la dynamique d'extinction massive des espèces et de dégradation des écosystèmes

**Cette résolution a été retirée après le « work-café » lors de la discussion sur les textes et avant le vote.**

**Il a été décidé de la transmettre à la CoNa pour en discuter**